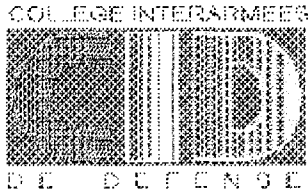


1007 157



CHEF DE BATAILLON ROBIN
5ème PROMOTION
DIVISION C4

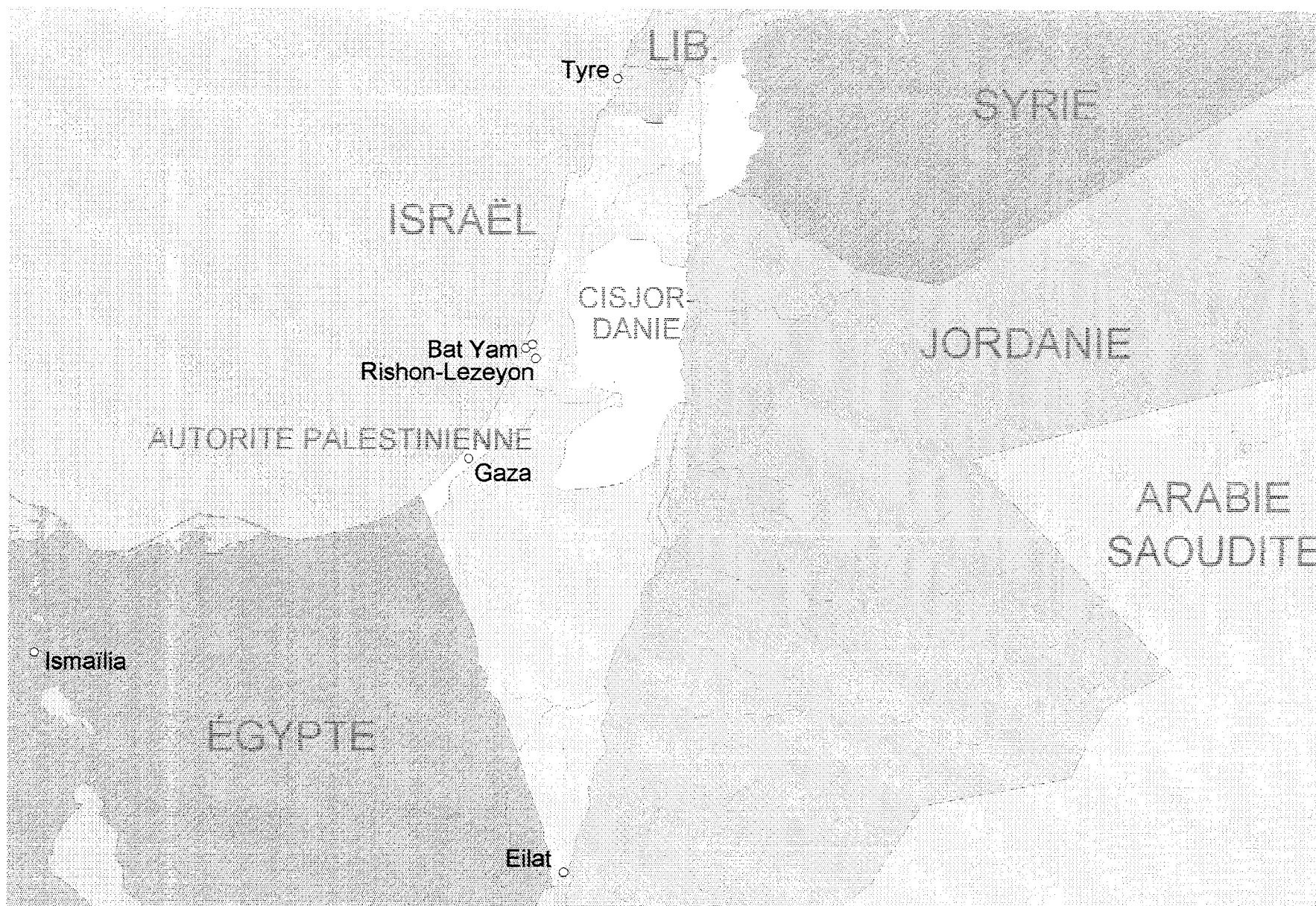
DECEMBRE 1997

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

**ENJEUX ET PERSPECTIVES DU PROCESSUS DE PAIX
ISRAELO-PALESTINIEN.**



Le sujet de ce mémoire traite des enjeux et des perspectives liées au processus de paix Israélo-palestinien. Dépassant la vision médiatisée de l'antagonisme irréversible entre deux peuples, il paraissait intéressant de souligner les grandes questions que sous-tendaient les accords d'Oslo. Chacun connaît les aspects traditionnels liés à l'espace (la terre, l'eau , l'économie). Le processus de paix a surtout révélé les caractéristiques majeures des sociétés israélienne et palestinienne. La première doit apprendre à avoir confiance et à vivre dans la paix; La seconde doit apprendre à dépasser sa diversité entre Arabes Israéliens, Palestiniens des Territoires occupés et ceux de la diaspora. Enfin, les perspectives sur le long terme (plus 10 ans) méritaient aussi d'être abordées.



PLAN

Introduction.

1. Enjeux traditionnels des négociations.

- 11. Le partage de l'eau et de la terre.**
- 12. Pour un développement économique équilibré.**
- 13. Le rôle clef de Jérusalem.**

2. La place d'Israël dans le Moyen-Orient.

- 21. La sécurité d'Israël.**
- 22. Identité de la société israélienne dans la paix.**

3. Les incertitudes du futur Etat palestinien.

- 31. L'OLP à l'épreuve du pouvoir.**
- 32. Les acteurs du débat politique palestinien.**
- 33. Perspectives pour la société palestinienne.**

4. Les scénarii du possible.

- 41. Etat autoritaire et guerre civile palestinienne.**
- 42. L'option jordanienne.**
- 43. Une confédération israélo-palestino-jordanienne.**

Conclusion.

Le processus de paix israélo-palestinien cristallise les espoirs et déchaîne les passions. Perçu comme un enjeu déterminant pour la sécurité de l'espace méditerranéen et au delà, il est, aujourd'hui encore, sujet à beaucoup d'interrogations tellement il est difficile de savoir exactement dans quelle direction s'achemine l'histoire d'Israël et de la Palestine.

Phénomène déstabilisant pour l'ensemble de la région, il implique avant tout que deux peuples, aux réflexes identitaires très puissants, dépassent leurs inquiétudes et leurs angoisses. Les différences économiques, sociologiques et culturelles qui les caractérisent sont des obstacles majeurs à l'instauration de la paix. Enfin, la problématique du processus ne saurait se résoudre à la seule équation : une terre, deux peuples. Si cette vision offre l'avantage d'être lisible, elle ne fait qu'effleurer les enjeux du processus et les perspectives qu'il ouvre pour les Palestiniens comme pour les Israéliens.

Profondément imprégné d'une histoire récente brève et violente, il se fonde certes sur une redistribution équitable des territoires et sur le principe du droit au développement du nouvel état palestinien. Mais il implique surtout que les sociétés israélienne et palestinienne se réforment profondément dans une perspective de paix.

1. Enjeu des négociations.

11. Le partage de la terre et de l'eau.

La gestion globale des ressources de la région en eau et la question de l'appropriation de la terre, dans les Territoires occupés notamment, seront des enjeux déterminants pour l'avenir du processus de paix.

Israël consomme, pour ses besoins propres, 90% des ressources disponibles. Dès l'ouverture du processus de paix, les pays de la région ont pourtant réussi à mettre rapidement de côté leurs divergences politiques pour discuter de la question du partage de l'eau car les perspectives de croissance démographique et économique rendent le problème crucial. Israël et la Jordanie investissent depuis peu dans des politiques d'économie et de gestion de l'eau. La situation est cependant très différente, voire choquante, dans les Territoires, et notamment à Gaza¹.

D'une manière générale, les projets d'augmentation des ressources ne manquent pas mais ils sont liés à l'évolution politique de la région. Ainsi, la proposition turque de canal de ravitaillement depuis l'Anatolie est soumise au financement des pays du Golfe et à l'accord de la Syrie. La question de l'eau ne se réduit donc pas à un partage des ressources existantes, de toutes les façons insuffisantes. Elle implique une politique d'économie et une meilleure gestion des potentiels hydrauliques.

Le contrôle de la terre recouvre une symbolique forte autant pour les juifs que pour les arabes. L'identité nationale est liée aux fondements du sionisme pour les premiers et à la conscience populaire pour les seconds (l'identité de terroir prime). Elle ne saurait être aliénée, morcelée ou simplement échangée. L'avenir des colonies implantées dans les Territoires reste donc la question majeure. Leur implantation, notamment en Cisjordanie ou sur le Golan, suivait une logique de sécurité. Elle est devenue maintenant une opération de peuplement que le processus de paix n'a pas interrompue.

¹ Les palestiniens disposent de six fois moins d'eau, souvent impropre à la consommation, que les colons. Selon des sources palestiniennes, 60% de l'eau de Cisjordanie est acheminée en Israël ; la recherche de nouveaux puits y est interdite.

Aujourd'hui, les colonies sont présentées comme un fait accompli et le gouvernement israélien poursuit une politique de séparation des communautés dans les Territoires. Si l'évacuation du Golan ne pose pas de difficultés majeures², le problème est plus épineux en Cisjordanie. Les implantations religieuses, comme à Hébron, sont un obstacle majeur à un règlement pacifique. Bien que le démantèlement des colonies les plus isolées soit admis, toutes les solutions envisagées ne font qu'entériner un morcellement excessif et pérennisent les frustrations des Palestiniens des Territoires.³ Comme le soulignait Ytzaak Rabin, "le principe de séparation sur place" risque fort de développer une situation d'apartheid.

12 Pour un développement économique équilibré.

Les conflits passés ont façonné le visage économique des Territoires et des voisins arabes d'Israël. En 1967, Gaza et la Cisjordanie n'eurent d'autre choix que de subordonner leur économie à celle d'Israël⁴. Depuis, les infrastructures indispensables au développement économique n'ont été réalisées par les Israéliens que dans l'optique d'une annexion des Territoires. Le processus de paix a donc entériné une situation notoirement inégale. Le bouclage des Territoires constitue ainsi un formidable moyen de pression politique d'Israël sur les palestiniens.

Israël, la Jordanie et l'Autorité Palestinienne ont tous trois intérêt que la situation se stabilise dans les territoires et que l'économie y progresse. Les modalités envisagées par chacun divergent cependant car elles passent par deux types d'action qui n'ont pas la même priorité suivant les acteurs : l'élévation du niveau de vie des populations des Territoires et l'essor des échanges Israélo-arabes.

Pour l'Autorité Palestinienne, le développement économique est le symbole visible de l'indépendance politique. Le processus de paix doit se traduire rapidement par une amélioration du sort matériel des populations. Or, un développement autocentré de l'économie des Territoires paraît illusoire en l'absence de ressources naturelles, et sans investissements exorbitants. Le maintien d'une économie de sous-traitance au profit des industries israéliennes semble donc très probable.

Pour Israël et ses voisins arabes, l'objectif premier n'est pas le développement économique de la Cisjordanie et de Gaza. Israël désire accéder aux marchés arabes tout en préservant un système de sous-traitance qui a fait ses preuves et les seconds souhaitent bénéficier des transferts de capitaux ou de technologie israélienne. D'un point de vue économique, les Territoires sont donc envisagés comme des espaces à stabiliser pour permettre l'application de projets ultérieurs. De fait, les rapports économiques d'Israël avec la Jordanie sont plus faciles que ceux avec l'Autorité Palestinienne. Israël, pour sa part, ne contribuera au développement des Territoires que dans la mesure où cela peut permettre de diminuer les frustrations des Palestiniens, et donc d'augmenter sa sécurité.

L'élaboration de plans de développement ou de coopération demeurent sujets aux aléas de la normalisation des relations entre Israël et ses voisins orientaux. Les rivalités entre partenaires occidentaux retardent la mise en place de structures financières et bancaires⁵. Dans les Territoires, seuls les projets industriels liés à Israël ont une chance de voir le jour, mais ils aliènent davantage l'économie palestinienne.

² Les colons, au nombre de 20000, marqués politiquement à gauche, semblent disposés à accepter le retrait au nom de la paix.

³ Il est facile de préjuger du ressentiment de l'Autorité Palestinienne après les récentes propositions du gouvernement Netanyahu de conserver 56% de la Cisjordanie, alors que les colons n'en occupent que 7%, et qu'ils représentent 32% de la population.

⁴ Cette réorientation forcée et la différence des coûts de main d'oeuvre ont généré une activité de sous-traitance à faible valeur ajoutée, au profit des industries israéliennes.

⁵ Le sommet d'Amman d'octobre 1995 a consacré la primauté de l'économie sur le politique, dévoilant les rivalités entre Européens et Américains dans ce domaine.

Du point de vue économique, les débuts du processus de paix ont profité davantage aux Palestiniens de la Diaspora et aux Arabes Israéliens qu'aux Palestiniens des Territoires⁷. C'est surtout l'économie israélienne qui a le plus bénéficié des accords d'Oslo⁸;

13. Le rôle clef de Jérusalem.

La ville trois fois sainte porte en elle tous les germes de la perpétuation du conflit car les deux parties s'y opposent sur des arguments essentiellement historiques et religieux. Jérusalem, profondément implantée dans l'imaginaire de la diaspora juive, l'est également dans l'inconscient populaire palestinien depuis 1967. Tant les Arabes que les Israéliens jouent des ambiguïtés de l'autre partie. La définition d'un statut de Jérusalem reste ainsi suspendue à un formidable effort d'imagination politique et de capacité au compromis.

L'urbanisation de la ville, entreprise par Israël à partir des années 1980, visait à encercler les quartiers arabes et consacrait l'instauration d'une véritable frontière entre la ville et la Cisjordanie⁹. Les accords d'Oslo n'ont pas permis de déboucher sur une solution viable en ce qui concerne le contrôle des lieux saints. Les Palestiniens contestent par exemple le droit de regard qu'Israël a abandonné au roi de Jordanie, lequel n'a plus de prétention sur Jérusalem.

En fait, il existe une ambiguïté réciproque entre les Arabes de Jerusalem-Est et Israël. Les premiers cherchent à tirer individuellement profit d'un statut que collectivement, ils rejettent. Ayant initialement refusé en bloc la nationalité israélienne, ils bénéficient d'un statut spécifique et ambigu qu'ils craignent de perdre dans le cadre du processus¹⁰. Du côté israélien, les juifs orthodoxes essayent de s'implanter dans les vieux quartiers orientaux¹¹. Les autorités ont également essayé de limiter la croissance démographique arabe en freinant le regroupement familial et en imposant des règles électorales très contraignantes pour les résidents palestiniens¹². L'unité de la ville reste un objectif israélien prioritaire alors que les palestiniens condamnent une politique d'annexion qui va à l'encontre du processus.

L'épineuse question du statut de Jérusalem a été repoussée à la phase finale des négociations. Pour l'heure, Israël a l'avantage : il contrôle la périphérie de Jérusalem-Est. Une des hypothèses envisagées consisterait à l'abandon de quartiers symboliques de la ville, mais elle ne fait pas l'unanimité. L'avenir de Jérusalem reste l'un des tabous de la vie politique israélienne. Dans une ville qui n'est pas réunifiée, la gestion de la partie palestinienne par une municipalité aux compétences réduites semble acquise. Les Palestiniens n'espèrent pas arriver à leurs fins dans un avenir immédiat. C'est la raison pour laquelle ils ont investi Ramallah comme une future capitale.

2. La place d'Israël dans le monde arabe.

21. La sécurité d'Israël.

Né de la seconde guerre mondiale, Israël s'est construit dans la guerre. Aujourd'hui, la paix est un pari en termes de sécurité alors que l'Etat hébreu contrôle l'ensemble de l'ancienne Palestine et jouit de la supériorité stratégique sur ses voisins. Pourtant, les Israéliens sont très divisés quant aux perspectives nées du processus de paix.

⁷ Les qualifications professionnelles des uns et les facilités diplomatiques des autres leur ont permis de trouver plus facilement du travail et de circuler plus librement dans les Territoires.

⁸ Il a retrouvé la confiance des investisseurs étrangers et son dynamisme interne lui ont permis de jouir d'une croissance annuelle moyenne de 6% entre 1990 et 1995.

⁹ Jerusalem-Est a été annexée en 1981.

¹⁰ Liberté de circulation en Israël et dans les Territoires.

¹¹ avec l'accord tacite de la municipalité

¹² Les conditions imposées aux palestiniens visaient à limiter le nombre d'électeurs à Jerusalem.

Ils redoutent qu'il ne soit qu'un marché de dupes. Leurs interlocuteurs réclament les Territoires contre la paix mais, une fois ceux-ci évacués, les pays arabes signataires pourraient, en cas de changement de conjoncture, revenir sur leur parole¹³.

La mentalité israélienne est profondément marquée par l'histoire du peuple juif ce, depuis l'Antiquité. La société considère que sa survie était systématiquement en jeu dans chacune des guerres qu'elle eut à conduire. La crainte d'une destruction totale est une angoisse permanente qui rend la victoire impérative. Malgré cela, les débats grandissants qui agitent le pays semblent ébranler les fondements d'une société au sentiment national profond. Cette cohésion nationale, structurée autour du mythe de l'homme neuf Israélien, s'exprimait dans sa représentation la plus marquante, à savoir Tsahal, l'armée Israélienne.

Les bouleversements des relations internationales au début des années 90 ont contraint l'état hébreu à réviser ses conceptions stratégiques. Ils ont provoqué un véritable traumatisme dans la société Israélienne. Les tirs de missiles sol-sol Irakiens sur le sol Israélien ont démontré que la profondeur stratégique procurée par les Territoires occupés était un leurre. De même, la série d'attentats du mois de mars 1996 a prouvé combien il était illusoire d'assurer une sécurité totale aux individus face au terrorisme. La sanctuarisation du territoire israélien est désormais impossible à garantir.

Le fait que, depuis le début des années 1990, Israël a perdu de son intérêt géopolitique est l'autre facteur déterminant. Il a pris conscience du désengagement relatif du grand frère Américain au profit de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte notamment. Plus que jamais, l'état Hébreu ne peut compter que sur lui-même et sur un rapport de force militaire encore très favorable. Dans ce contexte, Israël doit repenser sa sécurité en abandonnant progressivement le contrôle de points stratégiques au sol pour renforcer sa maîtrise des airs et des approches maritimes du pays. De fait, la rétrocession des territoires, à l'exception de certaines positions en Cisjordanie, ne pose pas d'autres problèmes que ceux liés aux colonies.

Le changement de la conjoncture internationale contraint donc Israël à négocier avec les Palestiniens et avec ses voisins. La politique d'implantation de colonies sur le Golan n'interdit pas, à terme, sa restitution à la Syrie, dans des conditions à définir. La rétrocession de certains points clefs de Cisjordanie à l'autorité palestinienne et le traité de paix signé avec la Jordanie en 1994 sont autant d'indices de la volonté des Israéliens de réexaminer leur conception de la sécurité. Cette stratégie suppose que les Palestiniens acceptent que leur espace aérien et maritime reste sous surveillance israélienne alors que leur demande d'accès à l'espace aéro-maritime international ne semble pas encore admise et qu'inéluctablement, ils souhaiteront se doter de forces armées.

22. Le problème de l'identité israélienne dans la paix.

L'avenir de l'Etat Hébreu ne recoupe pas seulement des questions de sécurité ou de défense, il implique aussi un problème d'identité de la société. La perspective de paix oblige l'Etat Hébreu à se repenser car l'identité même du projet de société Israélien, élaboré à partir du sionisme, risque d'être remise en cause.

¹³ Ils pourraient s'engager à nouveau dans la guerre ou, au mieux, dans une paix « froide », à l'instar de l'Egypte après les accords de Camp David.

Le processus de paix pose avec acuité la question de l'identité israélienne en termes de rapports culturels avec l'Occident et l'Orient. La fusion des différentes composantes de la diaspora n'a été que partielle et la paix risque de faire éclater le consensus général né dans les épreuves de la guerre¹⁴. Celui-ci se distend également parce que la base sociologique et politique du projet de société s'effrite. La majorité des Israéliens natifs du pays, les Sabras, ont une conception différente de leur société. Beaucoup plus radicaux, leurs références à la spiritualité ou à la laïcité les éloignent davantage les uns des autres. Chaque camp défend un type de société sans concessions et un climat de guerre froide s'instaure. La perte des valeurs fondatrices de la société israélienne, malgré la pérennité de son esprit démocratique, suscite depuis longtemps une crainte réelle de voir Israël sombrer dans la guerre civile et l'autodestruction.

Israël a été conçu comme un foyer national pour les juifs. Sa loi fondamentale, en cohérence avec les principes sionistes, affirme le respect des autres populations sur le territoire. Mais les Arabes originaires de Palestine, s'ils jouissent en théorie des mêmes droits, restent des citoyens à part. Leur représentation politique est réduite à sa plus simple expression¹⁵. Ils ne peuvent escompter jouir des mêmes prérogatives juridiques et économiques que les juifs mais restent néanmoins attachés à leur citoyenneté israélienne¹⁶.

Le processus de paix remet pourtant en cause leur identité d'arabes israéliens. Ils s'accommodent mieux de leur statut actuel que d'un avenir palestinien incertain. Les contacts avec les Palestiniens des Territoires leur ont permis de prendre conscience du décalage économique, social et culturel existant entre eux¹⁷. Ils craignent aujourd'hui d'être les premières victimes du processus de paix mais éprouvent un sentiment ambivalent quant à leur identité et prennent conscience que l'Etat juif les considère finalement comme des Palestiniens.¹⁸

Sur l'échiquier politique, les « colombes » de la gauche la plus active soulignent l'anachronisme de la situation et prônent la pleine égalité de tous les citoyens, arguant du caractère inachevé de la démocratie israélienne. L'Etat doit être celui de tous les citoyens, par opposition à celui des seuls juifs. Ces derniers ne doivent plus être les seuls à bénéficier de facilités et d'aides spécifiques à l'installation en Israël¹⁹. D'ailleurs, le plein soutien des Arabes israéliens à leur Etat pendant la guerre du Golfe, la participation limitée des partis arabes au gouvernement Travailleiste de Y.Rabbin et la présence d'un juge arabe à la commission d'enquête sur la tuerie d'Hébron, sont des révélateurs du rapprochement des deux communautés.

L'enjeu démographique constitue en fait l'arrière plan du débat. Israël n'a pas annexé les Territoires parce qu'il ne voulait pas se retrouver avec le risque, à terme, d'une population arabe majoritaire. Ce risque existe déjà avec les seuls Arabes israéliens.

¹⁴ Les clivages, d'essence culturelle et sociologique, traduisent les divergences entre les Ashkénazes, d'origine européenne et initiateurs du projet de société fondé sur le Sionisme, et les Séfarades, imprégnés d'une culture à la fois méditerranéenne et orientale, et majoritaires à l'heure actuelle.

¹⁵ Jusqu'en 1967, aucun parti arabe ne fut autorisé et la plupart des partis israéliens leur restaient fermés. Depuis, ils bénéficient d'une représentation très limitée. Quelques uns occupèrent des postes secondaires dans le gouvernement travailliste de Rabbin.

¹⁶ Aucun mouvement nationaliste d'envergure n'a vu le jour pendant l'Intifada.

¹⁷ Jusqu'aux années 1990, les arabes israéliens évitaient eux-même de se désigner comme Palestiniens.

¹⁸ Le terme palestinien décrit de plus en plus, en Israël même, l'ensemble des Arabes, d'où qu'ils soient.

¹⁹ Les autorités religieuses condamnent d'ailleurs l'immigration russe dont 20% des personnes ne seraient pas juifs.

3. Les perspectives du nouvel état palestinien.

31.L'OLP à l'épreuve du pouvoir.

L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) a franchi un pas énorme en s'engageant dans un processus de paix avec les Israéliens. Créée comme une organisation de lutte armée, elle doit se muer en partenaire fiable de l'état hébreu, et devenir une institution démocratique reconnue unanimement par toutes les composantes du peuple Palestinien.

Fort de la représentativité internationale de l'OLP, ARAFAT a imposé le processus de paix à l'ensemble de l'Organisation et aux Palestiniens de l'intérieur. Il a constitué son gouvernement avec les compagnons d'exil les plus proches de son parti, le FATAH. L'OLP est confrontée aux défis simultanés de l'évolution impérative de son identité et de sa légitimité démocratique à la tête de la nouvelle entité palestinienne.

Trente ans d'occupation militaire et sept ans d'Intifada ont forgé une culture différente entre les Palestiniens de l'intérieur et ceux de la diaspora. Le clientélisme est un mode de fonctionnement quasi systématique au sein de l'Autorité. La culture militariste et centralisatrice de cadres de l'OLP, formés loin des réalités quotidiennes des Palestiniens de l'intérieur, rend donc peu probable une quelconque réforme en profondeur de l'OLP.

Les risques de dérive autoritaires sont d'autant plus probables qu'il existe peu de remparts démocratiques au sein d'une institution strictement contrôlée par l'OLP²⁰. L'Autorité ne dispose d'aucun Corpus législatif clair et cohérent. Les positions ambiguës des israéliens encouragent cette situation car ils ont intérêt qu'un pouvoir policier fort s'instaure dans les Territoires, pour lutter contre la menace iterroriste slamiste

L'OLP se heurte également à la concurrence de réseaux palestiniens qui se sont mis en place au cours de l'occupation militaire. L'Autorité palestinienne a décidé de prendre le contrôle des programmes d'assistance divers en obligeant les interlocuteurs étrangers à ne plus traiter directement avec les ONG palestiniennes. Cette stratégie entraîne la désorganisation des réseaux sans qu'ils soient remplacés par des structures étatiques.

Malheureusement, la faiblesse des alternatives conforte l'OLP dans ses pratiques. La bipolarisation de la vie politique entre le Hamas et le Fatah bénéficie finalement à ce dernier. Les notables des territoires ont fait allégeance à Arafat pour conserver leur pouvoir et faire face à la montée de l'islamisme. De leur côté, les intellectuels, qui sont les plus critiques, paraissent en décalage avec l'opinion publique et ne parviennent pas à élaborer un projet alternatif crédible. Ni la base palestinienne, ni les dirigeants traditionnels ne se soucient d'eux. Leur poids politique est encore très faible face à celui des leaders qui ont acquis leur légitimité par les armes.

Certains facteurs plaident cependant pour laisser à l'OLP le bénéfice du doute. La légitimité électorale d'Arafat est incontestable. Les élections visaient à permettre un renouvellement partiel du personnel politique²¹. Le mode de scrutin retenu évitait aussi l'entrée des islamistes dans la vie politique.

²⁰ A l'exception de personnalités politiques médiatisées, la répression frappe les opposants au système ARAFAT, dans tous les domaines.

²¹ Il s'agissait de donner un pouvoir institutionnel aux intellectuels et aux notables traditionnels tout en écartant démocratiquement les cadres de l'OLP les plus hostiles au processus.

32. Les acteurs politiques du débat Palestinien.

L'homogénéité politique du peuple palestinien n'est qu'apparente. Le processus de paix et son application erratique ont révélé la diversité des courants politiques et sociologiques palestiniens. Les tensions aiguës entre Israéliens et Palestiniens de l'intérieur ont souligné les difficultés qu'Arafat rencontre pour maîtriser les extrémistes islamistes du Hamas, et les divergences réelles entre les dirigeants formés en exil et les élites traditionnelles des Territoires.

Le Hamas a profité des échecs du président de l'Autorité. Les difficultés de l'Autorité dans le dialogue avec Israël ont permis de fédérer les mécontents du processus de paix. Athées et chrétiens s'y côtoient, de même que les franges traditionnelles de la société. Le Hamas est un agrégat de sensibilités politiques variées divisé en tendances rivales. Les théoriciens modérés du mouvement sont persuadés qu'une négociation est inéluctable, avec l'OLP comme avec Israël. Les groupes extrémistes, issus des zones particulièrement défavorisées, prônent la lutte armée. Mais les négociations entre le Hamas et l'Autorité sur le partage du pouvoir mettent en lumière les contradictions de la résistance islamique. Accepter officiellement de participer à la direction des affaires et négocier avec un état dont elle nie l'existence lui feraient perdre toute crédibilité. Cette ambiguïté pourrait profiter à des mouvements plus radicaux, lesquels appuient leur légitimité sur leurs "martyrs". Partagé entre l'attrait du pouvoir et le maintien de son rigorisme idéologique, le Hamas paraît avoir raté le coche des élections palestiniennes.²²

De son côté, Arafat a su profiter des craintes suscitées par la perspective d'un Etat islamiste, éprouvées autant par les notables arabes qui se sont rapprochés de lui, que d'Israël qui donne des signes d'apaisement dès qu'il se trouve en difficulté²³.

33. Perspectives sociales pour la société du nouvel Etat palestinien.

L'exode massif des populations Palestiniennes des territoires conquis par Tsahal au cours des conflits israélo-arabes est à l'origine des divergences profondes qui caractérisent la société Palestinienne. Il n'existe pas une mais des sociétés Palestiniennes, lesquelles ont vécu les décennies de guerres de manière très différente et n'ont donc pas la même perception de leur avenir.

Mouvement de soulèvement contre une domination étrangère, l'Intifada a aussi été l'occasion, pour les jeunes et les classes les plus défavorisées, de tenter de réformer un ordre social, conservateur et patriarcal, qui les condamnait à la subordination. Le combat de la jeunesse face à l'armée israélienne a mis en contraste l'inaction des forces politiques traditionnelles et dressé un constat de faillite de leur idéologies. La lutte contre l'occupant a été une tentative de construction de nouveaux liens sociaux. Cependant, ces espérances sont restées sans lendemain et rien n'a changé dans la société palestinienne. L'Intifada a été un échec militaire qui a davantage profité aux élites traditionnelles et frustré la jeunesse de sa victoire. La population s'est refermée sur elle-même, se recentrant autour des valeurs familiales. La poussée conservatrice s'est confirmée dans les couches populaires, ce qui fait d'elles une base silencieuse mais solidaire des thèses islamistes. Elle risque de se traduire, à terme, par des blocages sociaux importants. Les aspirations à la modernité, formulées par une élite assez discréditée, ne sont pas reprises par les classes populaires et les jeunes, qui n'ont connu que l'occupation et la confrontation violente.

²² L'option terroriste adoptée depuis 1995 a provoqué une perte d'audience sensible au sein la population, particulièrement touchée par les bouclages successifs des Territoires par Israël. Actuellement, 30 % de la population serait favorable au Hamas.

²³ Le Hamas conserve malgré tout l'opportunité de jouer sur le double tableau parlementaire et terroriste. Les attentats de 1996 semblent marquer une radicalisation du mouvement.

La société palestinienne porte en elle les stigmates de l'occupation et les valeurs "positives" correspondent à des idéaux de combat. La société palestinienne est par ailleurs victime des clivages internes. Les rivalités entre grandes familles et hommes politiques fragilisent la société. Les particularismes régionaux, encore marqués, sont un facteur de légitimité très fort des notables dans la vie politique. Cependant, leurs relations avec les autorités israéliennes ont nui à leur réputation et la population préfère désormais faire allégeance à des personnalités dont la légitimité est fondée sur un parcours politique et professionnel indépendant.

N'ayant pas su gagner la confiance des milieux d'affaire et évitant le soutien, peu fiable, de jeunes au futur incertain, Arafat a besoin de l'appui des notables pour asseoir son autorité. Ceux-ci ne le soutiendront que dans la mesure où il contribue à la stabilité sociale. Grâce à leur clientèle et à des liens sociaux fondamentaux, ils sont les meilleurs remparts contre une explosion sociale. L'avenir de la Cisjordanie, à moyen terme, est davantage entre les mains des élites économiques et des notables traditionnels que dans celles d'Arafat. Si une entité indépendante voit le jour, les différents réseaux en constitueraient vraisemblablement la base. Si le processus en cours devait mener à une impasse politique, ces mêmes réseaux seraient les seuls à pouvoir empêcher une explosion interne de la société palestinienne.

Le problème de la diaspora palestinienne dépasse le cadre du processus de paix. Israël entend imposer l'installation définitive des "réfugiés" de 1948 dans les pays d'accueil, avec octroi de la nationalité du pays en question, et négocier le retour des "déplacés" de 1967 au cas par cas dans le cadre du regroupement familial. L'ensemble des pays arabes perçoit la présence palestinienne comme une menace politique et économique²⁴. De son côté, l'Autorité palestinienne a renoncé au droit systématique au retour, lequel mettrait en danger l'existence même d'Israël, au profit d'un droit au retour vers l'Etat palestinien en gestation seulement. Elle souhaite également que la diaspora bénéficie de la double nationalité, palestinienne et celle du pays accueillant.

Dans les faits, il est difficile d'évaluer le nombre de candidats au retour. Les capacités d'accueil et les perspectives économiques du nouvel Etat ne le favorisent pas. Israël souhaite le statu-quo et redoute un afflux massif. Arafat espère un retour de toute la diaspora mais craint que les élites souhaitent rester dans leur pays d'accueil. De plus, le problème de la non-intégration des réfugiés dans les pays arabes se posera avec acuité pour les populations qui ne sont pas autorisées à rentrer en Palestine. Le processus de paix officialise en réalité une discrimination larvée des Palestiniens dans leurs pays d'accueil.

4. Les scénarii du possible.

L'assassinat de Ytzaak Rabin a révélé les doutes et les fractures au sein du projet de société israélien. Les aspirations à la paix, l'incompréhension croissante de la jeunesse à l'égard des problèmes de sécurité, amènent l'opinion à remettre en cause les institutions les plus marquantes de l'Etat²⁵. Des explosions de violence sont possibles entre religieux et laïcs israéliens mais elles ne semblent pas remettre en cause l'avenir de la société israélienne. Les clefs du processus semblent davantage se situer dans l'ère post-Arafat en ce qui concerne l'entité palestinienne, sans exclure toutefois des hypothèses plus globales, incluant Israël et la Jordanie.

²⁴ Chacun garde à l'esprit le rôle des Palestiniens dans le conflit Libanais. Par ailleurs, les Palestiniens ont une conscience politique plus affirmée et un niveau d'éducation supérieur. Ils forment donc une classe concurrente des bourgeoisies locales.

²⁵ Tshahal est de plus en plus mise en cause dans sa manière de conduire les opérations de sécurité au sud-Liban ou dans les Territoires.

41. Etat autoritaire et guerre civile palestinienne.

L'objectif politique majeur d'Israël, et de ses voisins, n'est pas la constitution d'un Etat palestinien, inévitable à moyen terme. Il implique avant tout la stabilité de la région, quitte à encourager l'instauration d'un régime autocratique. Les monarchies du Golfe, la Jordanie et la Syrie ont tout à craindre d'une éventuelle contagion démocratique, propagée par la diaspora palestinienne. Pour des raisons très pragmatiques, les Etats-Unis et Israël ont tout à gagner de l'établissement d'un gouvernement stable, contrôlant une économie étroitement associée au voisin Hébreu.

De leur côté, les élites traditionnelles palestiniennes, qu'elles soient arabes israéliennes ou originaires des Territoires, aspirent à la stabilité et privilégient l'économie sur la démocratie. Un autoritarisme tempéré permettrait de gérer sur un mode sécuritaire les explosions sociales animées par la jeunesse. Un Etat autoritaire éviterait la perspective d'une guerre civile dans les territoires, souvent évoquée chez les Palestiniens.

Une telle évolution entraînerait vraisemblablement une fuite des cerveaux palestiniens et, dans une moindre mesure, celle des capitaux. Elle n'encouragerait pas le retour des membres les plus fortunés de la diaspora. L'Etat serait alors éphémère, conduirait au chaos et ferait inévitablement le lit des islamistes les plus radicaux du Hamas. Rebelles à toute autorité, ceux-ci sont incapables de diffuser un projet cohérent. Ils ont développé une culture de violence et ne perçoivent pas l'ambiguïté du discours du mouvement²⁶.

42. L'option Jordanienne.

Les israéliens pencheraient en faveur de cette option, avec un statut assez flou pour éviter d'avoir à démanteler trop de colonies, et d'accepter un Etat palestinien à priori très instable. Cette réponse aux risques de blocage de la vie politique palestinienne est peut-être viable mais n'est pas réalisable actuellement. Elle nécessite l'accord général du peuple palestinien et surtout, la disparition d'Arafat.

Israéliens et Jordaniens ont intérêt à maintenir l'Autorité palestinienne sous perfusion dosée pour éviter aussi bien une explosion sociale qu'une franche réussite économique. La fragilité de l'Autorité, ses pratiques autoritaires la rendent peu à peu impopulaire, ce qui a tendance à faire pencher les populations des Territoires vers l'option jordanienne.

Cette solution est cependant étroitement liée aux fragilités du royaume Hachémite. Le roi Husseyn n'a pas préparé sa succession. Il sait, depuis septembre 1970, que la survie de son royaume dépend du rapport de forces entre les composantes de son peuple. La création d'un Etat jordano-palestinien encouragerait les revendications des palestiniens²⁷.

Deux incertitudes majeures demeurent. Les israéliens seraient inéluctablement obligés d'accorder aux jordaniens ce qu'ils refusent à l'Autorité Palestinienne, à savoir un retrait conséquent de Tsahal de Cisjordanie, le démembrement de certaines colonies, religieuses en priorité, et la stricte égalité entre juifs et arabes israéliens. L'attitude du gouvernement actuel ne permet pas d'envisager de telles concessions. Le souverain Hachémite devra également prendre en compte la fracture entre anciennes générations, qui lui sont favorables, et la menace extrémiste provenant d'une jeunesse qui considérerait la souveraineté jordanienne comme une occupation nouvelle. A terme, les élites traditionnelles, si elles jugent le régime Hachémite trop fragile, pourraient prendre directement le pouvoir en jouant les Palestiniens de l'intérieur contre ceux de Tunis.

²⁶ Le Hamas nie toute existence d'Israël mais souhaite être considéré comme un acteur politique responsable.

²⁷ Les palestiniens revendiquent une représentation politique conforme à leur poids politique. En outre, un Etat peuplé à 80% de palestiniens représente un risque non négligeable pour le régime.

43. Vers une confédération israélo-palestino-jordanienne.

La constitution d'une fédération jordano-palestinienne est peu probable. Renoncer à son indépendance est inacceptable pour l'Autorité palestinienne qui vient seulement de conquérir son autonomie; Les islamistes sont également hostiles à toute idée de rapprochement qui rendrait une éventuelle prise de pouvoir plus ardue.

Paradoxalement un jeu à trois pourrait se révéler, à long terme, plus équilibré au Proche-Orient. Une union politique est à exclure d'emblée mais une confédération assez lâche et centrée sur des intérêts économiques semble plus réaliste. Les relations politiques et économiques sont déjà importantes. Une explosion dans les territoires se propagerait inévitablement en Jordanie. La chute du royaume Hachémite mettrait Israël en danger. Chacun a intérêt à ce que les autres partenaires restent relativement stables.

Cette option ne représente cependant pas les mêmes enjeux pour les différents camps concernés. Pour le Likoud, une confédération permettrait un contrôle israélo-jordanien sur des zones autonomes dans les Territoires, et éviterait l'instauration d'un véritable Etat palestinien. Les travaillistes privilégient plutôt le développement économique, avec ses conséquences en termes de stabilité. Le royaume Hachémite, en pérennisant un tel équilibre, y voit également l'occasion d'éviter sa dilution dans un Etat palestinien.

Conclusion.

Le processus de paix n'a de sens que comme une avancée pragmatique mais permanente et continue, qui ne peut se dessiner d'un trait, par le seul biais d'un traité de paix. La paix au Proche-Orient ne sera jamais équitable pour tout le monde. Considérée comme trop injuste, elle ne serait pas durable.

Le calendrier et les objectifs du processus de paix ne sont pas les mêmes pour les Israéliens et pour les Palestiniens. Israël est engagé dans un processus de concessions qui risquent, à plus ou moins long terme, de mettre en péril la sécurité du pays. L'opinion publique est de plus en plus tentée par une coupure nette avec les Palestiniens, au risque de tomber dans l'impasse politique, économique et surtout démographique.

Les Palestiniens souhaitent en revanche avoir un Etat le plus vite possible. Tout le monde sait que l'accès au pouvoir d'islamistes risquerait de provoquer une conflagration généralisée. De même, la réussite du processus est susceptible d'avoir un effet dévastateur sur les régimes arabes les plus autoritaires. D'une manière générale, la société palestinienne est confrontée à une problématique commune dans le monde arabe. L'Etat est une structure dont l'appropriation par un chef charismatique consacre la confiscation du pouvoir. Dans ce système, toute alternance est perçue comme une rupture, l'opposition politique y est traitée comme un ennemi à abattre. Pour beaucoup, l'image d'Israël fait figure de référence en matière d'organisation politique.

La paix est pour l'instant une paix entre élites et ne bénéficie, en termes économiques, qu'à une frange infime des populations. L'obstacle majeur au processus est de nature essentiellement psychologique. Il réside dans la capacité des peuples à dépasser l'hostilité, la méfiance et les inquiétudes réciproques nées de 50 ans de conflits. Les perspectives envisagées sont étroitement associées autant à la capacité de l'actuelle entité palestinienne à émerger comme Etat démocratique au sens occidental du terme qu'à celle qu'aura la société Israélienne à dépasser ses inquiétudes sécuritaires.

BIBLIOGRAPHIE

Israël, géopolitique d'une paix - M. GURFINKIEL - Ed. MICHALON

Atlas historique - G. DUBY - Ed. LAROUSSE

Atlas géopolitique - A. DE MARENCHES - Ed. STOCK

Israël-Palestine demain -Ph. LEMARCHAND -Ed. COMPLEXE

Relations internationales (questions régionales) - Ph. MOREAU-DEFARGES - coll. Points -
Ed. Du SEUIL

Le Spectacle du Monde - Perspectives 1994/1995/1996/1997